

HORS SÉRIE : JUILLET 2020



BP-PP | B-02307
BELGIE(N)
BELGIQUE

Bureau de dépôt : Bruxelles X.
N° d'agrégation : P201042
Adresse de l'expéditeur :
Rue Coenraets, 68
1060 Bruxelles

RAPPORT ANNUEL 2019



► S O M M A I R E

Page 3	INTRODUCTION
Pages 4-5	NOS THÉMATIQUES
Page 6	SOLSOC, C'EST...
Page 7	LA CARTE DES PARTENAIRES
Page 8	BURUNDI
Page 9	RD CONGO
Page 10	BOLIVIE
Page 11	COLOMBIE
Page 12	BURKINA FASO
Page 13	SÉNÉGAL
Page 14	MAROC
Page 15	PALESTINE
Page 16-17	LA MOBILISATION ET LE PLAIDOYER
Page 18	LA RÉCOLTE DE FONDS
Page 19	LES FINANCES



SOLSOC est une organisation non gouvernementale agréée par la coopération belge (DGD) pour mettre en œuvre des programmes de développement durable dans les pays du Sud. Elle est aussi l'organisation de solidarité internationale de l'Action commune socialiste qui constitue son ancrage historique et social. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, elle soutient des actions dans 8 pays en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. Notre objectif commun est de permettre aux populations de vivre plus dignement et d'accéder à leurs droits socio-économiques et politiques. En Belgique, Solsoc interpelle les décideur·euse·s belges et européen·ne·s afin de relayer les revendications de ses partenaires. Un travail d'information et de mobilisation du public est également mené avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs de démocratie, de solidarité et de justice sociale.

Rue Coenraets, 68 -
1060 Bruxelles

Tel : +32 (0)2 505 40 70
Email : info@solsoc.be

[facebook.com/SolsocASBL](https://www.facebook.com/SolsocASBL)
twitter.com/Solsoc

Directrice : Veronique WEMAERE • Présidente : Delphine HOUBA • Vice-présidente : Martini HAGIEFSTRATIOU •
Secrétaire/trésorier : Francis MARLIER • Administrateur·rice·s : Jacques BOURGAUX, Estelle CEULEMANS, Tanguï CORNU, Fanny DUBOIS, Jenifer FERNANDEZ SANCHEZ, Ariane FONTENELLE, Antonio GAMBINI, Gwenaëlle GROVONIUS, Paul JAMAR, Gabrielle JOTTRAND, Rafaël LAMAS, Florence LEPOIVRE, Noémie VAN ERPS

Imprimerie : Nuance 4 s.a. www.nuance4.be • Graphisme : www.dirk.studio
Adresse de l'expéditeur : Rue Coenraets, 68 – 1060 Bruxelles



Solsoc est membre de l'Association pour une Ethique dans les Récoltes de Fonds (AERF) et adhère à son code éthique. Vous avez ainsi une garantie supplémentaire que nous utilisons les dons que vous nous faites avec rigueur et précaution. Vous avez un droit à l'information.

Solsoc respecte les obligations légales telles que stipulées dans le Règlement Général sur la Protection des Données.



► I N T R O D U C T I O N

LE CONTEXTE DE LA COOPÉRATION EN 2019

Cette année 2019 nous aura apporté son lot de turbulences en matière d'actualité internationale : des élections reportées, tenues, décriées en RDC, mais amenant finalement à un certain apaisement politique dans le Pays. La Palestine est toujours mise à rude épreuve par l'État israélien bénéficiant du soutien inconditionnel contre vent et marée des États-Unis qui ont franchi un cap en déclarant qu'ils ne jugent plus les colonies israéliennes contraires au droit international. En Colombie, les accords de paix piétinent malgré une communication optimiste du président Duque, les violences se poursuivent contre les leaders syndicaux-ales et les défenseur·euse·s des droits humains dans l'impunité totale et une certaine indifférence internationale. Le Sahel, en lutte incessante contre la désertification s'enlise maintenant dans l'insécurité et les déplacements de populations qu'elle occasionne. Plus largement encore, les sociétés civiles s'époumonent à dénoncer les inégalités qui ne cessent de s'accroître, se propagent et lézardent les briques de plus en plus friables des fondations de la justice sociale. Le plus souvent, ces voix trouvent peu d'écho favorable chez les puissants quand elles ne sont pas muselées au nom de la sécurité ou d'une prétendue vitale austérité. Le champ d'expression démocratique rétrécit et se réduit comme peau de chagrin.

Mais forçant les murs et les frontières, les cris de colère et cette implacable volonté d'un monde plus juste se rejoignent, se rejoignent et s'amplifient. Refusant le repli identitaire que certaines forces politiques tentent d'ériger en norme, des citoyen·ne·s réclament l'ouverture des frontières et des esprits. Se dressant contre un néo-libéralisme ravageur, ceux-elles-ci exigent l'accès aux soins, des conditions de travail décentes pour un plus grand nombre, l'accueil des réfugié·e·s ainsi que des droits humains davantage respectés. Ce sont ces liens étroits entre les luttes qui pourront tisser une toile suffisamment solide pour résister et servir de large voile vers un nouveau pacte social.

L'année 2019 a aussi vu l'OIT fêter son centenaire. Ce jubilé a confirmé la force des alliances, indispensables dans le domaine de la coopération internationale : mutuelles, syndicats, organisations de défense des droits humains, mouvements de femmes. Mais il rappelle aussi que même si ces acteurs agissent

quotidiennement pour réduire les inégalités, préserver des droits sociaux et promouvoir des mécanismes de résilience tels que la protection sociale, ils-elles ne peuvent à eux-elles seul·e·s, créer toutes les conditions nécessaires à une société plus juste. Les États doivent offrir un cadre démocratique et des moyens pour consolider l'existant et échafauder d'ambitueuses sociétés sur le plan social. Et dans ce monde globalisé, il ne suffira pas que les pays tiennent la barre. Il faudra également que les efforts fournis ne soient pas réduits à néant par d'opaques institutions et lobbies qui ne reculent devant rien pour imposer leur dessein. Accords d'investissement ou de libre-échange, paradis fiscaux, financement de conflits tous les moyens sont bons pour maintenir leur cap vers un monde dérégulé où la finance et l'accumulation de richesses pour un petit nombre sont les seuls points cardinaux.

Face à ces forces qui tirent vers le bas les conditions de vie des peuples sur tous les continents, creusant sans relâche les inégalités, imposant un carcan de plus en plus hostile pour les travailleur·euse·s, l'Agenda pour le Travail décent promu par l'OIT est un puissant levier pour rétablir une visée progressiste sur l'échiquier international et reconstruire une société plus juste à l'échelle mondiale.

Solsoc avec ses partenaires et allié·e·s, dans une relation d'égal à égal, se veut un rouage de cette motrice qui, lancée à grande vitesse, pourrait bien renverser la vapeur et offrir un nouveau monde à destination !

Veronique Wemaere, Directrice de Solsoc



NOS THÉMATIQUES

► LE TRAVAIL DÉCENT

Le Travail Décent est un concept développé par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Il garantit des moyens suffisants pour satisfaire des besoins humains essentiels. Il repose sur quatre piliers : la création d'emplois et de moyens de subsistance durables, l'amélioration des conditions de travail, de la protection sociale et du dialogue social. Il implique l'élimination du travail forcé, l'abolition du travail des enfants, l'élimination de la discrimination de race ou de genre en matière d'emploi, etc.

Au travers du Programme 2017-2021 « Travail Décent » mis en œuvre conjointement par FOS, IFSI et SolSoc, nos organisations entendent promouvoir la mise en œuvre des différentes dimensions du Travail Décent pour les travailleur·euse·s de l'économie formelle et informelle.

Avec l'appui de ses partenaires syndicaux, la Centrale Générale et la Centrale Horval de la FGTB et les Mutualités socialistes UNMS/NVSM, le programme commun renforce ainsi 24 partenaires, 334 associations et réseaux d'associations à base communautaire dans les domaines de l'économie sociale et solidaire, la protection sociale, la défense des droits des travailleur·euse·s, la démocratie et la citoyenneté.



► LA PROTECTION SOCIALE

Chacun·e traverse des moments dans sa vie où il·elle est plus vulnérable. C'est le cas en particulier lorsque l'on tombe malade, que l'on a un accident, mais également quand on perd son emploi... Ce que nous connaissons en Belgique sous le terme de sécurité sociale est un système d'assurance individuelle basé sur la solidarité et sur une responsabilité collective de la société. Il consiste à garantir l'accès aux soins de santé et à des revenus de remplacement qui forment un filet de sécurité pour continuer à vivre une vie digne dans les moments difficiles. La protection sociale est un droit universel, inscrit dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme depuis 1948. Pourtant, seulement 27 % de la population mondiale bénéficient d'une couverture sociale. En Afrique où le défi le plus urgent est l'accès à la santé, plus de 80 % n'ont pas accès à une protection sociale.

Pour Solsoc, il est fondamental de renforcer ce cadre et aussi de le protéger dans les pays où les systèmes de protection sociale sont fragiles ou en voie de privatisation. C'est pourquoi, avec l'appui de l'UNMS et des fédérations Solidaris (WAPI, Solidaris Charleroi, Solidaris Liège, Mutualité du Brabant), Solsoc soutient dans 4 pays d'Afrique (Sénégal, Burkina Faso, Burundi et RD Congo) l'extension des mutuelles de santé communautaires afin de permettre à des familles issues du secteur rural et informel d'accéder à des soins médicaux.

Solsoc encourage par ailleurs la mise en réseaux des mutuelles pour mieux défendre les politiques de santé publique dans les secteurs formels et informels, et l'Assurance Maladie Universelle (AMU).



► L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Alternative économique au modèle néolibéral, l'économie sociale et solidaire promeut un système basé sur la participation démocratique et la solidarité, plutôt que sur la compétition et la recherche du profit à tout prix. Au Nord comme au Sud, le modèle prend de l'ampleur et rencontre du succès.

Pour Solsoc, l'économie sociale et solidaire constitue une réelle stratégie de création d'emplois décents et d'amélioration des conditions de vie. Que ce soit en milieu urbain ou rural, elle s'adresse majoritairement au secteur informel et aide à repenser les modes de production, de transformation et de commercialisation des produits, ainsi que la gestion économique des coopératives. Les résultats ne se traduisent pas seulement en termes de revenus, mais aussi en qualité de vie, durabilité des dynamiques, inclusion des plus vulnérables, protection de l'environnement... Solsoc entend donc renforcer les capacités des ONG partenaires du Sud et appuyer des coopératives et autres dynamiques économiques avec une attention particulière envers les femmes et les jeunes.

Ces initiatives sont soutenues par Solsoc au Sénégal, au Burkina Faso, en RDC, au Burundi, en Bolivie, en Colombie et au Maroc avec l'appui des assurances P&V.



► LA DÉMOCRATIE, LES DROITS HUMAINS ET LA PARTICIPATION

Pour Solsoc, le développement passe nécessairement par le respect des droits humains et de la démocratie. Cela peut paraître évident, et pourtant... Tandis que les extrêmes racistes et autoritaristes ont le vent en poupe, les menaces qui pèsent sur les leaders des mouvements sociaux, les activistes environnementaux, les défenseur·euse·s des minorités s'assombrissent. Malgré ces difficultés et pour tenter d'y résister, nous soutenons la participation des organisations de la société civile et en particulier des jeunes et des femmes à la définition des politiques publiques qui les concernent, qu'elles soient sociales, agricoles ou commerciales.

SOLSOC ET SES PARTENAIRES NORD ET SUD DÉFENDENT :

- Le Droit international et l'application des résolutions de l'ONU
- Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en toute indépendance et souveraineté
- Le droit à la réparation pour les populations victimes de violations de leurs droits ou d'atteinte à leur intégrité physique ou morale
- L'égalité des droits entre hommes et femmes
- Le respect des normes sociales et environnementales dans les traités de commerce internationaux
- Le droit à une alimentation adéquate et durable et le droit à la terre



SOLSOC, C'EST...

▶ **24** ORGANISATIONS SUD PARTENAIRES

▶ **334** ASSOCIATIONS LOCALES OU RÉSEAUX SOUTENUS

▶ DANS **8** PAYS D'AFRIQUE, D'AMÉRIQUE LATINE, EN PALESTINE, ET EN BELGIQUE

▶ **23** PLATEFORMES DE SENSIBILISATION ET DE PLAIDOYER AUXQUELLES SOLSOC PARTICIPE EN BELGIQUE

▶ **329.505** EUROS DANS LE CADRE DE NOTRE PROGRAMME DE SENSIBILISATION ET DE PLAIDOYER EN BELGIQUE

▶ **3.258.365** EUROS D'APPUI À SES PARTENAIRES SUD

▶ **260** DONATEUR·RICE·S

▶ **18** PERMANENT·E·S (14,35 ETP)

▶ DES COLLABORATIONS AVEC **8** ORGANISATIONS DE L'ACTION COMMUNE SOCIALISTE (FGTB, SOLIDARIS, PS, FPS, MJS, PAC, P&V, MULTIPHARMA)

LA CARTE DES PARTENAIRES



BURUNDI

CONTEXTE

L'année 2019 a été marquée par la préparation des élections présidentielles, ce qui a entraîné un contrôle accru des ONG et des mouvements sociaux. La filière café a été déstabilisée par sa dé-privatisation, des cours mondiaux défavorables, une production basse et des problèmes de gestion des coopératives. Un nouveau Ministre de la Santé, plus favorable aux mutuelles et à la Couverture Santé Universelle, a été nommé. L'économie informelle reste non reconnue, ce qui freine l'organisation en syndicats des travailleur-euse-s de ce secteur. La population burundaise, contrainte de contribuer au budget de l'État de multiples façons, continue de sombrer dans l'extrême pauvreté.

NOTRE ACTION

Solsoc agit en milieu rural dans la région du Kirimiro en appuyant des coopératives et autres initiatives d'économie sociale et solidaire (IESS). Avec le soutien de Wallonie-Bruxelles International, 69 emplois (dont 20 permanents) ont ainsi été créés depuis le début du programme. Les partenaires de Solsoc (ADISCO, CNAC, UHACOM) mènent également des actions de plaidoyer pour que les politiques soient plus favorables à l'agriculture familiale. En 2019, la promotion des filières commerciales novatrices a permis aux IESS d'être plus rentables et d'augmenter leur production. En matière de protection sociale, via ADISCO, Solsoc appuie 27 mutuelles de santé communautaires dans les 5 régions productrices de café. Ces mutuelles rencontrent de grandes difficultés suite à la relance de la Carte d'Assistance Médicale (CAM) subsidiée par l'État donc presque gratuite, impossible à concurrencer, mais offrant des services de piètre qualité. Par ailleurs, un travail de plaidoyer en faveur d'une meilleure protection sociale est mené par la plateforme PAMUSAB avec l'appui de la plateforme MASMUT et de Solidaris en Belgique. Sur le plan syndical, avec le soutien de la FGTB Horval, notre partenaire, la FEBUTRA, a continué d'étendre son champ d'action. Fin 2019, elle comptait 13 syndicats membres qui représentent 4.825 travailleur-euse-s. syndiqué-e-s.

« Il y a trois ans, des travailleurs des hôtels et restaurants se sont rassemblés pour former un syndicat afin d'améliorer leurs conditions de travail. En attendant de recevoir l'agrément ministériel, nous avons constitué une coopérative de 190 membres qui ont apporté 8.000 euros. La FEBUTRA nous a aidés à nous structurer et à sensibiliser nos membres. Elle nous a même octroyé un prêt pour acheter les tables, les chaises et les frigos. C'est ainsi que notre bar-resto « Ku Bazoki » a ouvert en décembre. Nous voulons que ce soit un lieu de rassemblement, de détente, mais aussi de sensibilisation des autres travailleurs. »

Dominique Ndikumwenayo, vice-président du syndicat HOREST

4 PARTENAIRES
**60 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**
**825.600 €
D'APPUI ANNUEL**

RD CONGO

CONTEXTE

2019 restera l'année de l'alternance politique « pacifique » avec l'élection du Président Félix Tshisekedi. Cependant, le pays connaît toujours de grandes difficultés : défaillances étatiques, corruption, déficience des infrastructures (routes, dessertes agricoles, centres de santé, écoles, etc.). Malgré le potentiel agricole énorme, la pauvreté reste généralisée en milieu rural: 15,6 millions de personnes sont considérées comme vulnérables d'un point de vue alimentaire. Les budgets de l'Éducation et de la Santé sont sous-financés alors que le Président parle de doter la RDC d'une Couverture Sanitaire Universelle (CSU) pour 2030 et d'instaurer la gratuité de l'enseignement. La population de la RDC reste l'une des plus pauvres du monde alors que le pays a le potentiel d'être l'un des plus riches. En 2019, certaines régions du pays, notamment les Kivu et l'Ituri dans l'Est, restent secouées par des violences et la présence de groupes rebelles.

NOTRE ACTION

Les actions du programme de Solsoc sont en lien avec les 4 dimensions du Travail Dément. Diverses actions du programme permettent de renforcer le leadership des citoyen-ne-s et de soutenir le plaidoyer en faveur de l'agriculture familiale. Dans le domaine de la protection sociale, Solsoc et ses partenaires Solidaris Liège, l'UNMS et Multipharma accompagnent 3 mutuelles de santé (LONALO, MUSQUAP et MUSAFY) afin qu'elles soient reconnues comme des actrices incontournables dans la mise en place de la Couverture Sanitaire Universelle (CSU). De plus, Solsoc et ses partenaires, dont la Centrale Générale (par le biais de Co-valent), permettent la création d'emplois en accompagnant 21 microentreprises en milieu rural et urbain dans le secteur minier artisanal, agricole, de la commercialisation et de la construction. Avec l'appui de Wallonie Bruxelles International, Solsoc et la Plateforme DIOBASS ont accompagné 34 aviculteur-riche-s. L'équipe du projet gère une ferme-pilote qui a accueilli un 1er lot de 1.500 poussins et 150 poules pondeuses. Bénéficiant du soutien de Bruxelles environnement, un projet pour développer des techniques adaptées au changement climatique dans le Sud Kivu a permis de lancer une production de briquettes à base de déchets organiques pour réduire la consommation de charbon de bois.

« Ma femme et moi sommes des agriculteurs. Un dimanche, notre enfant est tombé subitement malade. Pour payer les soins, nous sommes allés couper un régime de banane dans notre champ pour le vendre. Pendant ce temps, la maladie de notre fils s'est aggravée. Faute d'avoir trouvé un acheteur, nous avons proposé en gage le pagne de la mère de mon épouse au responsable du centre de santé. Il l'a refusé. Alors, nous nous sommes endettés et l'enfant n'a été soigné que proportionnellement à la somme versée. La maladie a trainé et l'enfant est toujours malade. C'est pourquoi nous avons pris l'engagement, mon épouse et moi, d'adhérer à la mutuelle LONALO afin de ne plus jamais vivre une situation pareille. »

Boolo Nzeyambi, agriculteur

3 PARTENAIRES
**36 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**
**488.187 €
D'APPUI ANNUEL**

BOLIVIE

CONTEXTE

L'année 2019 a été marquée par une crise post-électorale qui a abouti à la démission puis la fuite de l'ancien président, Evo Morales, au Mexique. Les résultats des élections en faveur d'Evo Morales ont provoqué un important mouvement de protestation en raison des soupçons de fraude dénoncés par l'opposition. Malgré les oppositions, une présidente intérimaire, Jeanine Añez, est entrée en fonction en novembre dernier, avec trois mandats : pacifier le pays, former un tribunal électoral et convoquer de nouvelles élections. Mais, en réalité, et malgré un retour à la normale, les premières propositions du nouveau gouvernement n'ont pas donné beaucoup d'espoir pour les programmes sociaux. Différentes organisations de santé ont dénoncé les plans de privatisation du nouveau gouvernement, tandis que les écologistes ont dénoncé son intention d'approfondir la politique agro-industrielle amorcée par Evo Morales.

NOTRE ACTION

Le programme est mené en partenariat avec FUNDASUR, PASOS, AYNÍ et REMTE. Il vise à améliorer les conditions de travail, l'accès à la protection sociale et à de meilleures conditions de vie pour les travailleur·euse·s, les producteur·rice·s, les jeunes et les femmes en Bolivie. Avec le soutien de la FGTB Horval, Solsoc met en place des initiatives d'économie sociale et solidaire et appuie trois syndicats. La Confédération Générale des Travailleur·euse·s Ouvrier·ère·s (Fabriles) de Bolivie (CGTFB), le syndicat des traiteur·euse·s-restaurateur·rice·s et hôtelier·ère·s, ainsi que le syndicat des travailleur·euse·s de l'entreprise PIL (produits laitiers). Les formations réalisées auprès des travailleuses ouvrières leurs ont permis de mieux se défendre et d'occuper des postes représentatifs au sein de leur syndicat. Depuis le début de programme, 20 initiatives d'économie sociale et solidaire (IESS) ont été renforcées dans les 4 municipalités des départements de Chuquisaca et La Paz. Elles produisent des produits alimentaires issus de l'agriculture responsable et/ou biologique (légumes, fruits, poisson...) et des produits d'artisanat vendus sur les marchés locaux.

« Les femmes syndicalistes, comme moi, ne sont pas valorisées au sein des syndicats, et elles occupent rarement des postes de direction. On leur attribue principalement des tâches logistiques. Le principal obstacle est le machisme auquel nous sommes confrontées. La formation que j'ai suivie à l'École Nationale Syndicale m'a permis de mieux connaître mes droits en tant que travailleuse, à acquérir plus d'assurance et à me positionner pour défendre les ouvrières de mon secteur. Le module « genre et masculinité » qui sera proposé par l'École Syndicale en 2020 nous permettra d'aborder ces questions, en présence des hommes afin qu'ils comprennent les obstacles que nous rencontrons lorsqu'il s'agit de nous impliquer dans les activités syndicales. »

Erika Silvia Avelo Ticona, ouvrière et dirigeante syndicale

4 PARTENAIRES
**25 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**
**377.329 €
D'APPUI ANNUEL**

COLOMBIE

CONTEXTE

Après un an et demi de gouvernement d'Ivan Duque, les accords et les réformes prévues pour consolider la paix ne constituent pas une priorité pour celui-ci. Des dérives autoritaires sont constatées. Une grève nationale a été organisée pour dénoncer les inégalités, le manque de garanties de travail, l'impact environnemental des activités minière et agro-industrielles et la violence contre les leaders sociaux. 240 d'entre eux-elles ont été assassiné·e·s durant l'année. Dans le mouvement ouvrier et paysan, les persécutions sont permanentes. Quatre membres de notre organisation partenaire SINALTRAINAL ont été assassiné·e·s entre 2018 et 2019. Les réformes liées à l'emploi et à l'économie dégradent les conditions des travailleur·euse·s. L'agriculture familiale n'est pas une priorité pour le gouvernement qui priorise les politiques agro-industrielles orientées vers l'exportation.

NOTRE ACTION

Dans un contexte post-conflit, Solsoc et ses partenaires ATI et IPC, appuient les organisations des communautés déplacées à récupérer et rester sur leurs terres grâce à des initiatives d'économie sociale et solidaire leur permettant d'avoir des conditions de travail décentes. Avec l'appui de l'organisation partenaire IPC (Institut Populaire de formation), des actions de plaidoyer ont permis à 200 familles de paysan·ne·s d'obtenir un titre de propriété sur leurs terres. Afin de renforcer l'agriculture paysanne familiale, Solsoc et ses partenaires ATI et l'IPC, soutiennent une trentaine de communautés rurales. De plus, les réseaux partenaires RENAF et le Comité Salsa se mobilisent pour promouvoir des circuits courts de produits agro-écologiques sur tout le territoire. Dans le domaine syndical, en partenariat avec la FGTB Horval, Solsoc, ATI et l'IPC accompagnent trois syndicats du secteur alimentaire. Ces organisations établissent des alliances et des propositions d'actions communes pour former un bloc intersyndical dans le secteur alimentaire, avec le soutien des travailleur·euse·s paysan·ne·s.

« Je suis maraîcher et je vis avec ma femme et mes enfants dans un village près de Bogota. Nous avons commencé à produire des légumes sans produits chimiques, il était très difficile de vivre de ce type de culture. Après des contacts avec ATI, nous avons été intégrés au marché. Après avoir obtenu un diplôme délivré par le Comité SALSA et garantissant la qualité de nos produits, nous avons participé à la plateforme «Manger sainement». Cela nous a permis d'offrir une meilleure éducation à nos enfants, de produire plus d'aliments sains et de promouvoir l'économie sociale et solidaire auprès d'autres familles d'agriculteurs »

Jorge Díaz, agriculteur maraîcher

2 PARTENAIRES
**7 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**
**362.819 €
D'APPUI ANNUEL**

BURKINA FASO

CONTEXTE

Depuis 2018, le Burkina Faso fait face à des attaques quasi quotidiennes contre tout ce qui représente l'État, ainsi qu'à une vague de plus d'un million de réfugié-e-s fuyant l'insécurité. La situation économique se détériore également. La politique de plus en plus libérale du gouvernement favorise le secteur des mines au détriment d'autres branches comme l'agriculture, porteuse d'emplois et de souveraineté alimentaire.

NOTRE ACTION

Solsoc et ses partenaires burkinabés l'ONG ASMADE et le syndicat UCRB travaillent ensemble à étendre la protection sociale, favoriser la création d'emplois durables et améliorer les droits des travailleur-euse-s de l'économie informelle et du monde rural, en particulier les jeunes et les femmes. Ainsi, le programme soutien le CARTPL (Collectif des Associations de Restauratrices et Transformatrices des produits locaux) dont les membres ont intégré plusieurs espaces de décisions mis en place par la mairie de Ouagadougou. Avec l'appui d'Horval, le programme renforce une plateforme de fédération syndicale du secteur agro-alimentaire. Malgré l'insécurité qui règne au Burkina, les syndicats partenaires ont poursuivi leur progression. En fin 2019, ceux-ci comptaient 23.891 affilié-e-s. Avec l'appui des mutualités Solidaris, Solsoc et les organisations partenaires UMUSAC et UCRB se mobilisent pour étendre la protection sociale. Depuis le début du programme, le nombre de personnes couvertes par l'une des mutuelles de santé du programme a plus que doublé.

« Je m'appelle Ouoba Blaise, je suis affilié à la Fédération Nationale des Boulangers Pâtisseries du Burkina. Je suis le délégué syndical du personnel de la boulangerie « au four mixte » à Ouagadougou. Cela fait 8 ans que je travaille dans cette boulangerie. Grâce au syndicat, nous avons eu des formations sur ce qu'est un syndicat et aussi sur les droits des travailleurs. C'est comme ça qu'on en est venu à demander à notre employeur de nous inscrire à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, qui nous permettra d'avoir une retraite. Cela a créé une crise au sein de notre boulangerie. Comme nous nous sommes tous rassemblés, nous avons trouvé une sortie de crise avec le patron et nous avons réussi à faire déclarer tout le personnel à la Caisse. »

Ouoba Blaise, syndicaliste à la Fédération Nationale des Boulangers Pâtisseries du Burkina (FNBP)

3 PARTENAIRES
**90 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**
**422.146 €
D'APPUI ANNUEL**

SÉNÉGAL

CONTEXTE

En 2019, le contexte du Sénégal est resté favorable au développement des mutuelles de santé et à l'économie sociale et solidaire. Deux ministères nouvellement créés se chargent désormais de ces enjeux. Les partenaires de Solsoc Green-Sénégal et Oyafal Paj, avec d'autres organisations de la société civile, ont été sollicités par ces deux ministères pour participer à l'élaboration de leurs stratégies. Des rencontres ont été organisées par le gouvernement sénégalais ont aussi eu lieu afin de renforcer la participation des organisations de la société civile dans la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent.

NOTRE ACTION

Solsoc et ses deux organisations partenaires au Sénégal, l'ONG GREEN et le réseau Oyofal Paj, travaillent ensemble à étendre la protection sociale et à améliorer les droits des travailleur-euse-s de l'économie informelle et du monde rural, et plus particulièrement les jeunes et les femmes en favorisant la création d'emplois durables. Depuis le début du programme en 2017, 574 emplois ont été créés et maintenus par le biais d'initiatives d'économie sociale et solidaire en agriculture et en transformation de produits non agricoles. Avec l'appui de Solidaris, Solsoc, Green-Sénégal et le réseau Oyofal Paj renforce des mutuelles de santé sur le plan organisationnel, technique et politique. En 2019, la portabilité des soins au niveau régional a été mise en place. Ce service permet à un-e membre d'être assuré-e alors qu'il-elle est en déplacement. La plateforme électronique de collecte des cotisations (SUNU CMU) lancée lors de la Foire internationale de Dakar de 2018 est désormais opérationnelle et permet d'augmenter le nombre de cotisations payées dans les délais. De plus, un appui politique est mis en œuvre auprès des partenaires sénégalais afin de leur permettre de représenter une véritable force de mobilisation et de défendre leurs droits.

« Je m'appelle Aïssata Guissé. J'ai choisi de montrer ce «thiou» parce que ça a de l'importance pour moi. J'ai appris à faire ces teintures ici au sein de l'association Niakk Jarinu à Thiès, appuyée par Green-Sénégal. Ça pourrait sembler difficile, mais pour moi, ça ne l'est pas, parce que quand on veut, on peut. C'est important pour moi de travailler et d'aider ma famille, en vendant ces tissus. Ici, on travaille dur pour aider notre famille. Je n'ai pas été à l'école, et avant de venir ici, je connaissais peu de choses. Depuis que je viens à l'association, je suis en paix et je me sens bien. »

Coumba Yambé Seck, présidente du Gie Niakk Jarinu

2 PARTENAIRES
**33 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**
**239.247 €
D'APPUI ANNUEL**

MAROC

CONTEXTE

La situation économique au Maroc reflète une crise aiguë. Les services publics sont en difficulté en particulier l'enseignement et la santé. Le secteur de l'éducation connaît un processus de privatisation et les services de santé n'arrivent pas à fournir des soins de qualité à une grande majorité de la population. Ce contexte creuse les inégalités, et marginalise les catégories les moins favorisées. En termes de droits humains, la société civile continue à être muselée ainsi que les journalistes qui osent critiquer les défaillances et les injustices générées en toute impunité par le système en place. La gestion urbaine de Casablanca, la capitale économique du royaume, témoigne de ce contexte fragile et instable. L'entretien de la ville, des transports et de la salubrité est délaissé par les autorités, laissant la société civile se mobiliser seule face à plusieurs problèmes sociaux criants.

NOTRE ACTION

Avec le soutien des assurances P&V, de la DGD et de la Province du Brabant Wallon, Solsoc et ses partenaires AJR, IFAAP et AFAQ renforcent 15 initiatives d'économie sociale et solidaire et 15 associations de quartier de Casablanca. Des projets sont ainsi développés sur base des doléances des citoyen-ne-s dans les domaines de la santé, la jeunesse, l'éducation, l'économie sociale et solidaire, l'égalité des chances, l'environnement et l'accès aux services publics. Des antennes locales ont été mises en place dans les quartiers pour identifier les vrais besoins des quartiers populaires en lien direct avec le quotidien de la population. Solsoc et ses partenaires font remonter vers les pouvoirs publics les préoccupations des jeunes et des femmes en les impliquant dans les politiques qui les concernent et les processus de décisions. La défense des droits des groupes marginalisés a trouvé plus d'échos grâce à une base citoyenne solidaire de plus en plus large et solide. Deux dispensaires de santé et une maison de jeunes ont ainsi été financés et construits dans les quartiers ciblés par le programme.

« L'année 2019 beaucoup de travail de proximité a été mené avec AJR. Je suis un jeune actif dans le domaine associatif et j'estime que le travail de proximité est la clé de la réussite pour les associations à Casablanca. En formant des jeunes, je me suis ainsi senti responsabilisé. Tout comme moi, ceux-ci sont sensibles à la cause des jeunes dans les quartiers qui cherchent à s'en sortir avec des solutions concrètes et réalistes. Nous avons ainsi pu créer un bureau de proximité au sein duquel nous organisons des activités variées telles que des cours de langues, de musique, des ateliers de fabrication de produits artisanaux, pour répondre au mieux aux besoins de notre quartier. »

Hatem Alhamrani, membre de AJR dans le quartier Had Swalem (région de Casablanca-Settat)

3 PARTENAIRES
30 ORGANISATIONS
LOCALES SOUTENUES
182.101 €
D'APPUI ANNUEL

PALESTINE

CONTEXTE

En 2019, la situation en Palestine n'a fait que de se détériorer avec la décision des États-Unis de suspendre l'aide à l'UNRWA, qui est l'agence de l'ONU pour les réfugié-e-s palestinien-ne-s, et de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. Les résolutions des Nations Unies et les condamnations répétitives des manœuvres américaines par l'Union européenne n'ont rien changé à la situation politique. Les conditions des travailleur-euse-s Palestinien-ne-s restent inchangées depuis plusieurs années ; une sécurité sociale est insoutenable financièrement, une migration vers Israël pour exercer les emplois les moins attractifs (emplois du bâtiment, nettoyage, etc.), et des attaques militaires incessantes, créant une instabilité économique et politique insoutenable.

NOTRE ACTION

Solsoc appuie se partenaires MA'AN Development Center et PAC (Popular Art Center) qui travaillent avec les jeunes employé-e-s, chômeur-euse-s et étudiant-e-s, ainsi qu'avec des organisations locales et des décideur-euse-s. En 2019, les jeunes du programme ont continué à renforcer leurs liens avec les jeunes palestinien-ne-s vivant en Israël, et ceux-elles des camps de réfugié-e-s au Liban. Ces échanges ont tourné autour de la mise en place de coopératives agricoles. Ce qui a poussé beaucoup d'entre eux-elles à créer des initiatives agricoles en Cisjordanie. Solsoc et la FGTB Centrale Générale soutiennent la PGFTU, le principal syndicat palestinien, avec les travailleur-euse-s du secteur des carrières de pierre. L'objectif du programme est de sensibiliser et former les travailleur-euse-s, en particulier sur les mesures de santé et sécurité au travail. Par ailleurs, le syndicat mène également des actions de plaidoyer pour améliorer le respect des droits des travailleur-euse-s, en particulier l'application, voire l'extension, du Code du travail. Des visites conjointes aux carrières de pierre en Cisjordanie ont permis d'encourager certains employeurs à s'engager pour garantir des normes de sécurité et de santé à leurs travailleur-euse-s.

« Je travaille au sein du programme depuis 2016 comme coordinatrice au centre régional Al-Awda, situé au nord de la Cisjordanie. Grâce à cet emploi, j'ai développé des compétences en gestion de projet. Aussi, j'ai appris à faire preuve d'adaptation et à gérer des situations inattendues dans un contexte très instable. Je travaille principalement avec des jeunes comme moi, ils m'inspirent et me permettent d'envisager un futur meilleur. Je suis fière de m'exprimer et de faire remonter les besoins des jeunes. Ce qui me touche le plus dans le programme c'est l'esprit dans lequel sont menés les projets auprès des jeunes, et l'empreinte laissée par ces actions. »

Adeen Ibrahim Daher, coordinatrice du Centre Al Awda

3 PARTENAIRES
51 ORGANISATIONS
LOCALES SOUTENUES
335.412 €
D'APPUI ANNUEL

LA MOBILISATION ET LE PLAIDOYER EN BELGIQUE

En Belgique, Solsoc relaie les préoccupations et les revendications des organisations partenaires du Sud. C'est ensemble qu'ils se proposent de mobiliser le public européen sur les enjeux Nord/Sud, la construction de relations mondiales justes et équilibrées et de nouveaux paradigmes pour un développement solidaire et durable. L'ONG mène un travail d'information et de mobilisation du public en partenariat avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs politiques et philosophiques de solidarité et de justice sociale. Ces organisations sont : la FGTB, Solidaris, les FPS, le MJS, PAC, le CNCD-11.11.11, ainsi que d'autres organisations concernées par les enjeux de solidarité internationale.

Parce que le monde ne changera pas si des politiques sociales, économiques et financières plus justes ne sont pas mises en œuvre, Solsoc mène un travail d'interpellation des décideur-euse-s politiques belges et européen-ne-s afin de relayer les revendications et préoccupations de ses organisations partenaires dans les pays d'intervention, en particulier en ce qui concerne la Colombie, la Palestine et l'Afrique Centrale où l'ONG intervient. Afin de donner davantage de poids à son action politique, Solsoc travaille en étroite collaboration avec ses partenaires FOS et IFSI. Elle intègre également des plateformes de plaidoyer aux côtés d'autres ONG et de mouvements sociaux belges.



LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE 2019

FÉVRIER
Mission au Burundi avec les régionales FGTB Horval de Namur et Charleroi.

SEPTEMBRE
Accueil à Bruxelles d'une délégation de 3 représentants congolais, Frédérick Malu du CENADEP, Jean-Pierre Kimbuya de l'Union Fait la Force, et Florimond Kalenge de la Fédération des Travailleurs de l'Énergie, Mines et Métallurgie.

OCTOBRE
Projection du documentaire « Tierra de lucha » à la Centrale Générale FGTB et exposition des photos durant le mois d'octobre.

JUIN
Lancement de la campagne Travail Décent: Projection du documentaire « Tierra de lucha » et expo-photos au Cinéma le Palace à Bruxelles.

AOÛT
Les Solidarités 2019: partenariat avec la FGTB Wallonne et le mouvement Présence et Action Culturelles(PAC).

SEPTEMBRE
Participation aux « Rencontres Horizon » de Solidaris : présentation de Solsoc et de son action pour l'extension des mutuelles dans ses pays d'intervention.

SEPTEMBRE
Participation au festival Manifesta en collaboration avec FOS et différentes régionales de la FGTB : Exposition « Tierra de lucha », projection et débat avec Liliana Vargas, représentante de l'organisation colombienne partenaire IPC .

NOVEMBRE
Projection du documentaire « Tierra de lucha » dans la régionale FGTB Horval de Namur.

ZOOM // TIERRA DE LUCHA/ CAMPAGNE SUR LE TRAVAIL DÉCENT EN COLOMBIE

Saisissant l'opportunité du 100e anniversaire de l'OIT, les trois organisations du programme commun : FOS, IFSI et Solsoc, ont pris l'initiative de co-construire une campagne portant sur le Travail Décent en Colombie. Cette campagne fait suite à une mission parlementaire qui a eu lieu en 2015 en Colombie pilotée par la plateforme Oidhaco, dont l'objectif était de sensibiliser les parlementaires sur les droits humains en Colombie. Tout au long de l'année 2019, des stratégies de plaidoyer ont été mises en œuvre auprès des mandataires et décideur-euse-s sur ces thématiques.

Dans le cadre de cette campagne, trois outils ont été réalisés. Ces outils sont complémentaires et sont adaptés à différentes modalités de diffusion :

Le documentaire « Tierra de lucha » qui donne la parole des travailleur-euse-s Colombien-ne-s, et met en avant le travail et les défis de nos organisations partenaires. Cet outil a pour avantage de présenter la situation des travailleur-euse-s en Colombie. Il montre les liens et les solidarités possibles avec les organisations syndicales en Belgique et comprend des interviews de Tanguy Cornu (Co-président de la FGTB-Horval) et de Koen Van Brabant (Conseiller au service d'études du service international de FGTB-Centrale Générale). Le documentaire a été réalisé par Bibbi Abruzzini, narratrice visuelle primée aux Emmy Awards, Ioanna Gimnopoulou alors chargée communication chez Solsoc, et Dimitri Vanham, réalisateur et cameraman militant.

L'exposition de photographies « Tierra de lucha » qui illustre les thématiques abordées par le documentaire. Cet outil est plus souple et répond à la demande de nos publics. Les photos ont été prises par Ali Selvi, photographe et membre de l'équipe de FOS.

Un puzzle, réalisé en bois par un artisan bruxellois, qui reprend les photographies et les légendes de l'exposition. Cet outil sert de support d'animation auprès du grand public, dont les plus jeunes.



LA RÉCOLTE DE FONDUS



La récolte de fonds assure le suivi et le recrutement des donateur-riche-s : pour 2019, Solsoc a délivré 239 attestations fiscales pour un montant global de **46.807,66 €**. La coordination de l'Opération 11.11.11, la nouvelle opération de levée de fonds SOLSOCKS, ainsi que la participation à d'autres événements, comme le Premier Mai font également partie de ses attributions.

Solsoc a mené une nouvelle campagne de récolte de fonds en 2019 : SOLSOCKS, qui consistait à proposer à la vente des chaussettes produites en Europe dans des conditions sociales et économiques qui répondent aux critères du travail décent. Les chaussettes sont de qualité et fabriquées dans le souci de l'environnement. Pour chaque paire vendue, trois euros ont été reversés à Solsoc pour le soutien de projets de mutuelles de santé.

NOS DIVERS ÉVÉNEMENTS DE RÉCOLTE DE FONDUS :

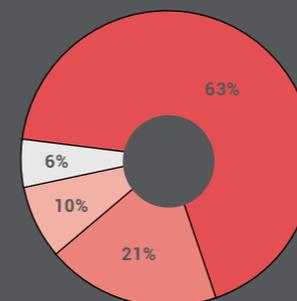
- Premier Mai : Solsoc y a participé, en tenant le bar principal. Les recettes liées à la gestion du bar et à la vente de boissons se sont élevées à **2.607,58 €** en 2019
- Opération 11.11.11 : Solsoc a récolté plus de **18.000 €**, malgré la diminution confirmée des ventes de produits d'entreprise auprès de

la FGTB Liège et surtout du retrait des entreprises et organisations qui contribuaient à la récolte de la FGTB Liège jusqu'en 2017, comme Ethias ou la FGTB Métal.

- SOLSOCKS : 1.000 paires de chaussettes ont été vendues dont 360 paires pour les mutualités et 290 paires auprès de Centrales de la FGTB (ACCG et HORVAL). Au total, SOLSOCKS a rapporté quelque **3.272 €**.

MERCI À TOU.TE.S CEUX.ELLES QUI NOUS ONT SOUTENUS !

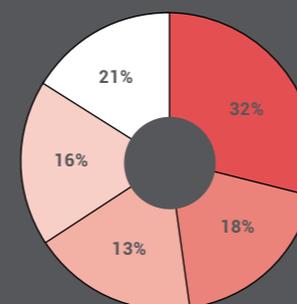
► LES FINANCES



FINANCEMENT DU PROGRAMME ET FRAIS DE STRUCTURE

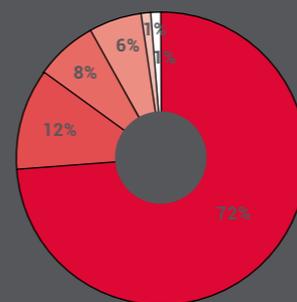
VOLET SUD	► 63%	► 3.258.365,25 € *
STRUCTURE SOLSOC	► 21%	► 1.058.916,13 €
EVALUATION ET SUIVI DES PROGRAMMES (COÛTS DE GESTION)	► 10%	► 515.070,47 €
VOLET NORD	► 6%	► 329.504,81 €
TOTAL CHARGES		► 5.161.856,65 €

* 63% des fonds sont directement transférés à nos partenaires Sud pour la mise en œuvre des programmes.



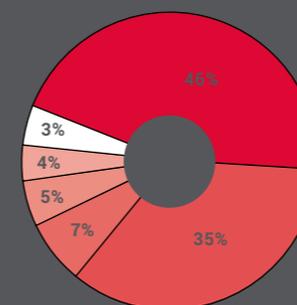
RÉPARTITION DES FINANCEMENTS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

AFRIQUE CENTRALE	► 32%	► 1.313.787,81 €
AMERIQUE LATINE	► 18%	► 761.262,04 €
AFRIQUE DU NORD ET PROCHE ORIENT	► 13%	► 517.513,65 €
AFRIQUE DE L'OUEST	► 16%	► 661.393,37 €
BELGIQUE	► 21%	► 848.983,66 €
TOTAL		► 4.102.940,530 €



SOURCES DE FINANCEMENT

DGD	► 72%	► 3.452.682,69 €
ACTION COMMUNE SOCIALISTE	► 12%	► 572.879,13 €
ACTIRIS	► 8%	► 393.702,71 €
PUBLIC AUTRES (WBI, PROVINCES, BRUXELLES CAPITALE, ETC.)	► 6%	► 262.099,96 €
PRODUITS DIVERS (1ER MAI, SOLSOCKS, ETC.)	► 1%	► 49.020,57 €
DONS	► 1%	► 44.108,99 €
TOTAL		► 4.774.494,05 €



APPORTS ACTION COMMUNE SOCIALISTE

FGTB	► 46%	► 261.068,38 €
UNMS SOLIDARIS	► 35%	► 199.500,75 €
GROUPES PARLEMENTAIRES	► 7%	► 40.000,00 €
P&V ASSURANCES	► 5%	► 30.000,00 €
PS	► 4%	► 22.310,00 €
MULTIPHARMA	► 3%	► 20.000,00 €
TOTAL		► 572.879,13 €



 **SOLSOC**